

PORTRAIT DES INITIATIVES DE SOUTIEN ALIMENTAIRE DANS LES ÉCOLES PRIMAIRES PUBLIQUES MONTRÉALAISES POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2016-2017

DIRECTION RÉGIONALE DE SANTÉ PUBLIQUE DE MONTRÉAL

SECTEUR ENVIRONNEMENT URBAIN ET SAINES HABITUDES DE VIE — AOÛT 2020

ISBN: 978-2-550-87195-8

INTRODUCTION

À Montréal, plusieurs initiatives de soutien alimentaire (ISA) permettent d'offrir des aliments et des repas gratuits ou subventionnés aux élèves.

Celles-ci sont offertes afin de réduire les conséquences de l'**insécurité alimentaire** sur la réussite scolaire des jeunes.¹ **La littérature démontre que les jeunes issus de familles vivant de l'insécurité alimentaire ont une moins bonne santé mentale et physique, ont plus de retard dans leur développement, et ont plus de difficultés scolaires que ceux issus de familles ne vivant pas d'insécurité alimentaire.**²



L'insécurité alimentaire est définie comme étant un accès inadéquat ou incertain aux aliments en raison d'un manque de ressources financières.³ En 2017, l'enquête TOPO menée auprès des jeunes montréalais de la 6^e année démontre que plus d'un parent sur dix rapporte avoir manqué d'argent pour acheter de la nourriture.⁴

En 2010, une étude menée à Montréal a démontré que les adolescents ayant bénéficié des ISA dans les écoles défavorisées ont réduit leurs difficultés scolaires.⁵ **En 2015**, une consultation menée par la Santé publique a permis à des parents et des jeunes de milieux défavorisés de proposer des solutions pour favoriser l'adoption d'une saine alimentation. La solution la plus populaire suggérée par les participants était celle d'offrir des ISA en milieu scolaire à toutes les familles vivant sous le seuil de faible revenu.⁶ **En 2019**, les indices de défavorisation des écoles ont été mis à jour. Ceci a entraîné la perte de l'accès aux dîners subventionnés pour plusieurs jeunes. Des parents et intervenants se sont mobilisés pour dénoncer l'iniquité d'accès aux repas subventionnés.^{7,8} Dans la même année, le gouvernement fédéral a annoncé son souhait de collaborer avec les provinces en vue de créer un programme national d'alimentation scolaire.⁹

Dans ce contexte, la Santé publique s'est intéressée aux ISA offertes en milieu scolaire à Montréal, à l'efficacité des programmes d'alimentation scolaire (PAS), aux opportunités et aux barrières en lien avec la mise en place d'un PAS à Montréal. **La consultation des littératures grise et scientifique, la consultation d'acteurs-clés et l'analyse de données administratives ont mis en lumière le déploiement d'ISA dans les écoles primaires publiques de Montréal ainsi que les avantages et les désavantages des ISA ciblées, les opportunités et les barrières pour la mise en œuvre d'un PAS universel à Montréal.**

MESSAGES-CLÉS

- ▶ Un nombre important de jeunes montréalais sont issus de familles vivant de l'insécurité alimentaire.
- ▶ Le soutien alimentaire en milieu scolaire a des effets positifs sur la consommation de fruits et légumes chez les jeunes défavorisés, l'insécurité alimentaire et la réussite scolaire. Cependant, des enjeux d'équité et de stigmatisation sont à considérer dans l'offre de soutien alimentaire en milieu scolaire.
- ▶ Les besoins en soutien alimentaire dans les écoles primaires et les stratégies visant à réduire l'insécurité alimentaire des jeunes montréalais doivent être évalués.

LE DÉPLOIEMENT DES INITIATIVES DE SOUTIEN ALIMENTAIRE À MONTRÉAL

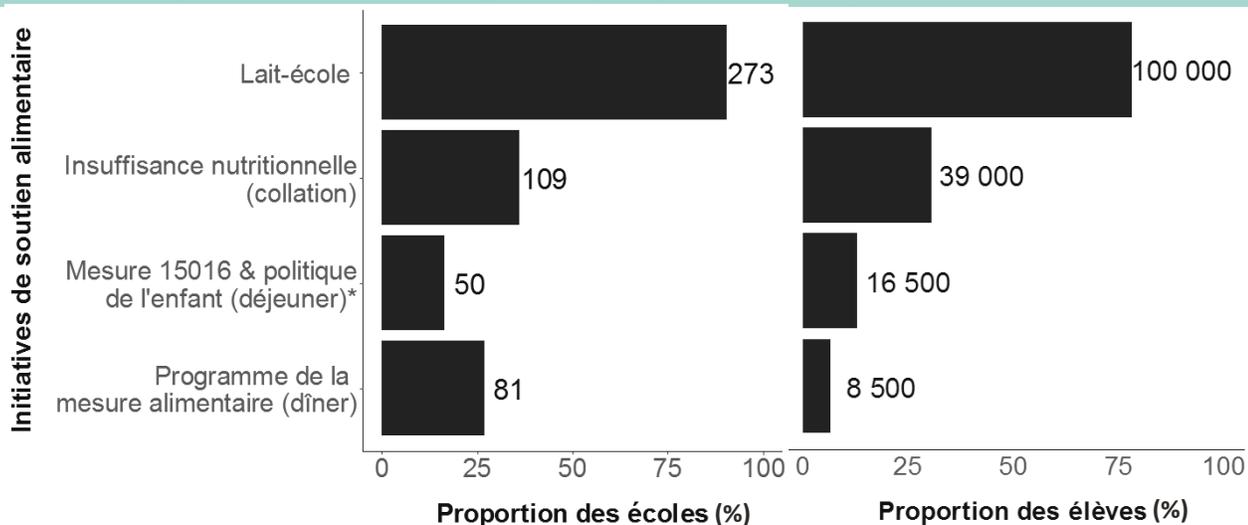
Actuellement, six ISA sont déployées à Montréal (voir Tableau 1.). **Afin d'avoir accès à l'une ou à plusieurs de ces ISA, des écoles sont ciblées selon leur niveau de défavorisation.*** Pour la majorité des ISA, tous les jeunes qui fréquentent une école ciblée ont accès aux aliments offerts.¹ Pour le *Programme de la mesure alimentaire* (offrant des diners subventionnés), les écoles ayant un indice de défavorisation entre 0 % et 20 % ou 0 % et 45 % (selon la commission scolaire) ont accès au programme. Une contribution parentale symbolique qui varie entre 0.50 \$ et 2.00 \$ est demandée. Une preuve de revenu est exigée des parents afin d'inscrire leur enfant au programme. Le revenu parental doit être inférieur ou égal au seuil du faible revenu calculé par Statistique Canada.¹⁰

| Tableau 1. | Initiatives de soutien alimentaire offertes dans les écoles primaires montréalaises | | | |
|--|---|---|---|---|
| Initiatives | Financement | Offre | Ciblée ou universelle | Indice utilisé si ciblée |
| Mesure 30011 ¹¹ | Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) | Collations ou aliments pour ateliers culinaires | Écoles ciblées et accès pour tous les jeunes fréquentant ces écoles | SFR 8-9-10 et selon le nombre de jeunes inscrits au SDG |
| Mesure 15016 ¹² | MEES | Déjeuner ou bonification de la collation | Écoles ciblées et accès pour tous les jeunes fréquentant ces écoles | SFR ou IMSE 8-9-10 |
| Politique de l'enfant ¹³ | Ville de Montréal | Déjeuner ou bonification de la collation | Écoles ciblées et accès pour tous les jeunes fréquentant ces écoles | — |
| Programme de la mesure alimentaire ¹⁰ | Commissions scolaires (CS) | Dîner | Écoles ciblées et jeunes ciblés dans ces écoles | Indice de défavorisation 0-20 % ou 0-45 % (dépend des CS) et revenu parental ≤ SFR calculé par Statistique Canada |
| Insuffisance nutritionnelle ¹⁴ | Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal (CGTSIM) | Au choix des CS (les 5 CS offrent des collations) | Écoles ciblées et accès pour tous les jeunes fréquentant ces écoles | Indice de défavorisation 0-30 % |
| Lait-école ¹⁵ | CS | Lait/yogourt | Écoles ciblées ou offre universelle ciblée (dépend des CS) et accès pour tous les jeunes fréquentant ces écoles | Indice de défavorisation 0-50 % si écoles ciblées |

**Trois types d'indices peuvent être utilisés pour mesurer la défavorisation des écoles. Le seuil du faible revenu (SFR) et l'indice de milieu socioéconomique (IMSE) sont calculés par le MEES. Une cote de 1 à 10 est attribuée à toutes les écoles du Québec. Selon ces indices, 83 % (SFR) et 52 % (IMSE) des écoles primaires montréalaises sont considérées défavorisées. L'indice de défavorisation est calculé par le CGTSIM et compare les écoles montréalaises entre elles. Les écoles sont classées de 0 à 100 %. Selon cet indice, 30 % des écoles montréalaises sont considérées défavorisées.*

Les Figures 1 et 2 illustrent la proportion et le nombre d'écoles et de jeunes montréalais qui ont accès à différentes ISA. Les données collectées n'ont pas permis de déterminer le nombre de jeunes qui bénéficient des ISA qui leur sont offertes. Pour le programme de la mesure alimentaire (dîners subventionnés), il a été estimé, selon les données disponibles, que 30 % des jeunes fréquentant une école ciblée étaient éligibles (revenu parental inférieur ou égal au SFR calculé par Statistique Canada).

Figures 1 et 2. Proportion et nombre d'écoles primaires publiques et d'élèves ayant accès à différentes ISA



N.B. Toutes les figures présentées sont basées sur l'analyse de 302 écoles primaires et 128 052 élèves. Les écoles ayant des annexes ont été regroupées par bâtiment et les écoles spécialisées ont été exclues. La mesure 30011 a été exclue puisqu'elle ne concerne que les jeunes qui fréquentent le service de garde. Les dons alimentaires et les initiatives provenant directement des écoles n'ont pas été considérés. *Ce sont aujourd'hui 66 écoles et 26 000 jeunes qui ont accès au déjeuner à l'école grâce au financement de la ville de Montréal et du MEES.

LE DÉPLOIEMENT DES INITIATIVES DE SOUTIEN ALIMENTAIRE À MONTRÉAL (SUITE)

Chaque élève habitant sur l'île de Montréal est classé dans un décile de défavorisation. Ce décile correspond à l'indice global de défavorisation de la zone de résidence de l'élève. Le premier décile correspond à un indice global de défavorisation plus élevé; le décile 10 correspond à un indice global de défavorisation moins élevé. L'indice global de défavorisation est calculé à partir du revenu familial moyen, de la scolarité maternelle, de l'activité des parents et de la monoparentalité de la zone de résidence.¹⁶ **À Montréal, ce sont 31 400 élèves qui ont accès à trois ou à quatre ISA et 26 900 élèves qui n'ont accès à aucune ISA. (Voir Figure 3.) 23 700 élèves ayant un décile de défavorisation de 1, 2 ou 3 fréquentent une école n'ayant accès à aucune ISA (excluant le lait-école). (Voir Figure 4.)**

Figure 3. Proportion et nombre d'élèves fréquentant une école ayant accès à 0, 1, 2, 3 ou 4 ISA

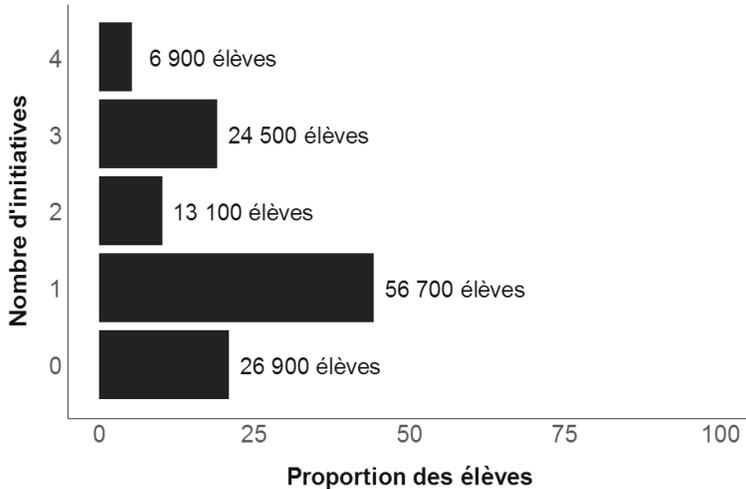
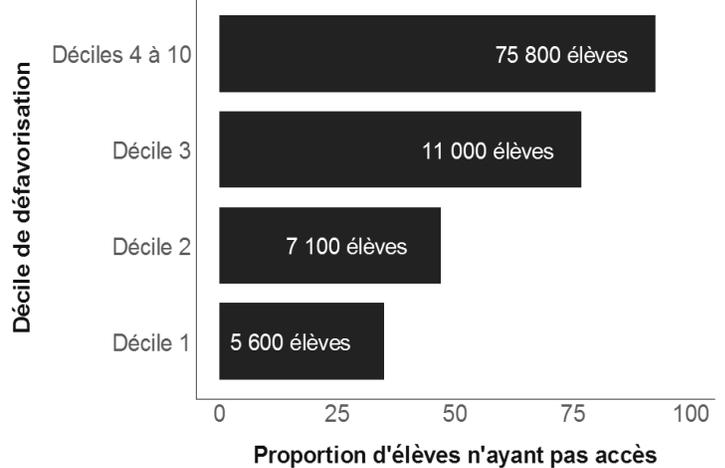
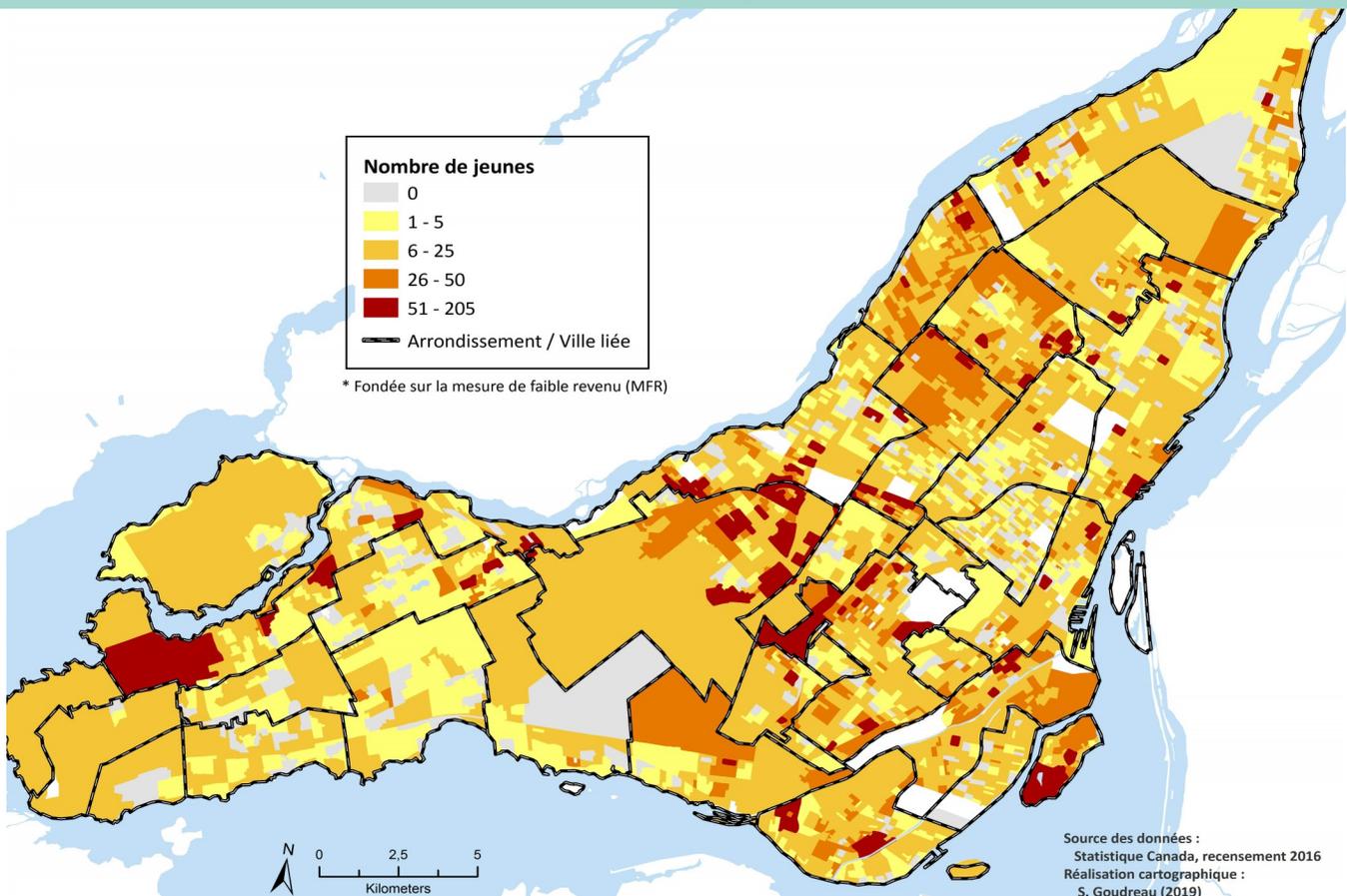


Figure 4. Proportion et nombre d'élèves fréquentant une école n'ayant accès à aucune ISA (excluant le lait-école) par décile



La Carte 1. permet de visualiser la répartition des jeunes montréalais d'âge scolaire en situation de faible revenu sur l'île de Montréal. Celle-ci démontre que les jeunes défavorisés sont répartis dans tous les arrondissements et villes liées de l'île.

Carte 1. Nombre de jeunes montréalais d'âge scolaire vivant dans un ménage en situation de faible revenu* par aire de diffusion



LES PROGRAMMES D'ALIMENTATION SCOLAIRE UNIVERSELS

Un PAS universel est compris ici comme étant un programme non obligatoire, universel ou universel proportionné, gratuit ou avec coûts partagés, qui offre une ou plusieurs ISA à tous les élèves qui fréquentent une école.

Les PAS universels ont des objectifs variables. Les plus fréquents sont :

- améliorer la qualité de l'alimentation et la santé des jeunes;
- promouvoir les saines habitudes alimentaires;
- protéger les enfants vulnérables;
- améliorer la réussite scolaire et le comportement des jeunes à l'école.

Plusieurs études lient les PAS et la santé sont peu concluantes.¹⁷ Cependant, certaines études démontrent que les jeunes défavorisés consomment une plus grande partie de leur apport quotidien en fruits et légumes à l'école (lorsqu'ils participent à un PAS), ce qui contribuerait à diminuer l'écart entre la consommation en fruits et légumes des jeunes favorisés et défavorisés.^{18, 19, 20}

Plusieurs études ont questionné le lien entre les PAS et l'insécurité alimentaire des ménages. Il semblerait y avoir une corrélation entre la participation à un PAS et la diminution de l'insécurité alimentaire du ménage.^{21, 22, 23, 24, 25}

L'évaluation de PAS canadiens et anglais démontre des liens positifs entre la participation à un PAS et la présence à l'école, la réussite scolaire et le comportement.^{26, 27, 28}

Enfin, plusieurs études ont documenté le risque de stigmatisation posé par les PAS universels. Il semblerait que plus le PAS est accessible et la participation par tous les jeunes est élevée, moins le PAS est stigmatisant.^{29, 30, 31, 32}

LES INITIATIVES DE SOUTIEN ALIMENTAIRE CIBLÉES ET LES PROGRAMMES D'ALIMENTATION UNIVERSELS: AVANTAGES, DÉSAVANTAGES, OPPORTUNITÉS ET BARRIÈRES

Les entrevues qualitatives et la recherche dans les littératures scientifique et grise ont mis en lumière les avantages et les désavantages des ISA ciblées à Montréal, ainsi que les opportunités et les barrières des PAS universels pour Montréal.¹

| Initiatives de soutien alimentaire ciblées |
|--|
| <u>Avantages</u> Vise la population prioritaire en termes de besoins, soit les élèves des écoles comportant la plus grande concentration d'élèves issus de milieux défavorisés. |
| <u>Désavantages</u> Risque d'iniquité <ul style="list-style-type: none">▸ Plusieurs jeunes non rejoints. (Voir Figures 1., 2., 3. et 4.) Risque de stigmatisation des enfants (pour le programme de la mesure alimentaire—dîners subventionnés) <ul style="list-style-type: none">▸ Preuve de revenu demandée pour inscrire son enfant.▸ Traiteur différent pour les jeunes recevant un repas subventionné et ceux ne recevant pas un repas subventionné (dans certaines écoles).▸ Méthodes de paiement (carte-repas, coupon-repas, argent) visuellement différentes pour les jeunes recevant un repas subventionné et ceux ne recevant pas un repas subventionné (dans certaines écoles).▸ Séparation physique des jeunes recevant un repas subventionné et ceux ne recevant pas un repas subventionné lors du dîner (dans certaines écoles). Risque de gaspillage <ul style="list-style-type: none">▸ Accès à plusieurs ISA par jour pour certains jeunes. Instabilité <ul style="list-style-type: none">▸ Calcul annuel des indices de défavorisation et gentrification, occasionnant des changements fréquents dans l'accès aux ISA dans les écoles. |

| Programmes d'alimentation scolaire universels |
|---|
| <u>Opportunités</u> Volontés politiques fédérale, provinciale et municipale qui semblent favorables Données probantes prometteuses |
| <u>Barrières</u> Infrastructures scolaires inadaptées <ul style="list-style-type: none">▸ Absence de cuisines et de cafétérias dans la majorité des écoles primaires publiques. Manque de ressources financières <ul style="list-style-type: none">▸ Investissements financiers importants nécessaires pour la mise en place d'un PAS offrant des aliments de qualité nutritive élevée.▸ Coûts-bénéfices non démontrés en contexte montréalais. Manque de ressources humaines <ul style="list-style-type: none">▸ Ressources humaines nécessaires importantes nécessaires pour assurer la gestion ainsi que la mise en œuvre du programme. Acceptabilité sociale inconnue |

CONSTATS

L'insécurité alimentaire et la défavorisation

- › Un nombre important de jeunes montréalais sont issus de familles vivant de l'insécurité alimentaire.
- › Les jeunes montréalais d'âge scolaire provenant de ménages défavorisés sont répartis dans presque tous les arrondissements et les villes liées de Montréal. Des élèves provenant de zones de résidences défavorisées sont présents dans presque toutes les écoles primaires publiques de Montréal.
- › Il n'existe pas de portrait des besoins en ce qui a trait au soutien alimentaire en milieu scolaire à Montréal.

Les initiatives de soutien alimentaire (ISA) à Montréal

- › Des ISA sont mises en place dans des écoles ciblées et semblent réduire les difficultés scolaires des jeunes qui en bénéficient.
- › Il n'existe pas de portrait régional de la participation aux ISA, ni de la qualité et de la satisfaction quant aux aliments et aux repas offerts dans le cadre des ISA.
- › Les ISA ciblées permettent de rejoindre la population prioritaire en termes de besoins, mais peuvent être inéquitables et stigmatisantes.

Les programmes d'alimentation scolaire universels (PAS)

- › Les PAS universels sont plus équitables que les ISA ciblées et nécessitent des investissements financiers et humains importants lors de leur mise en œuvre.
- › Les infrastructures scolaires actuelles semblent être une barrière importante à la mise en place d'un PAS.
- › Les PAS universels semblent contribuer à diminuer l'écart entre la consommation en fruits et légumes des jeunes favorisés et défavorisés.

CONCLUSION

Malgré les multiples initiatives visant la réduction de l'insécurité alimentaire, un nombre important de jeunes montréalais sont issus de familles vivant de l'insécurité alimentaire et risquent d'avoir une moins bonne santé mentale et physique, plus de retard dans leur développement, et plus de difficultés scolaires.

Il est essentiel de mieux documenter les besoins en ce qui a trait au soutien alimentaire en milieu scolaire, d'évaluer et de comparer les différentes stratégies qui pourraient être mises en place afin de rejoindre le plus grand nombre de jeunes en situation d'insécurité alimentaire à Montréal et de réduire les inégalités sociales de santé.



RÉFÉRENCES

- 1 Muzzo, L. (2019). Portrait des mesures alimentaires en milieu scolaire primaire et secondaire à Montréal [Rapport de stage en vue de l'obtention du grade de maîtrise]. Montréal: École de santé publique de l'Université de Montréal (ESPUM). Rapport non publié.
- 2 Shankar, P., Chung, R., & Frank, D. A. (2017). Association of Food Insecurity with Children's Behavioral, Emotional, and Academic Outcomes : A Systematic Review. *Journal of Developmental & Behavioral Pediatrics*, 38(2). Consulté à l'adresse https://journals.lww.com/jrnldbpf/Fulltext/2017/02000/Association_of_Food_Insecurity_with_Children_s.6.aspx
- 3 Tarasuk, V., Mitchell, A., & Dachner, N. (2016). L'insécurité alimentaire des ménages au Canada. Consulté à l'adresse [Research to identify policy options to reduce food insecurity \(PROOF\) website: https://proof.utoronto.ca/wp-content/uploads/2016/05/Ins%C3%A9curit%C3%A9-alimentaire-des-m%C3%A9nages-au-Canada-2014.pdf](https://proof.utoronto.ca/wp-content/uploads/2016/05/Ins%C3%A9curit%C3%A9-alimentaire-des-m%C3%A9nages-au-Canada-2014.pdf)
- 4 Plante, C. (2019). Portrait des jeunes montréalais de 6e année; Résultats de l'enquête TOPO 2017 de la Direction régionale de santé publique. Données non publiées.
- 5 Roustit, C., Hamelin, A.-M., Grillo, F., Martin, J., & Chauvin, P. (2010). Food Insecurity : Could School Food Supplementation Help Break Cycles of Intergenerational Transmission of Social Inequalities? *Pediatrics*, 126(6), 1174. <https://doi.org/10.1542/peds.2009-3574>
- 6 Lalonde, Monique, & Lacroix, amélie. (2016). Est-ce possible aujourd'hui pour les familles en situation de pauvreté à Montréal de bien s'alimenter et d'être physiquement actives? Consulté à l'adresse https://santemontreal.qc.ca/fileadmin/user_upload/Uploads/tx_asssmpublications/pdf/publications/Habitudes_vie_Resultats_22juin2016.pdf
- 7 Roy-Brunet, B. (2019, mars 28). En raison de l'embourgeoisement : Des élèves défavorisés seront privés d'un dîner à 1 \$. Consulté à l'adresse [TVA Nouvelles website: https://www.tvanouvelles.ca/2019/03/28/en-raison-de-lembourgeoisement-des-eleves-defavorises-seront-privés-dun-diner-a-1](https://www.tvanouvelles.ca/2019/03/28/en-raison-de-lembourgeoisement-des-eleves-defavorises-seront-privés-dun-diner-a-1)
- 8 Morasse, M.-E. (2019, mai 1). Carte de défavorisation : «Ce n'est pas vrai que mes élèves se sont enrichis». La Presse. Consulté à l'adresse <https://www.lapresse.ca/actualites/education/201904/30/01-5224142-carte-de-defavorisation-ce-nest-pas-vrai-que-mes-eleves-se-sont-enrichis.php>
- 9 Morneau, W. F. (2019). Investir dans la classe moyenne; le budget de 2019. Consulté à l'adresse http://publications.gc.ca/collections/collection_2019/fin/F1-23-3-2019-fra.pdf
- 10 Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys. (s. d.). Mesure alimentaire au primaire 2017-2018. Document d'information. Consulté à l'adresse <http://public.portailadm.csmb.qc.ca/sites/CpPub/RO/Documents%20partags/ANN%C3%89E%20SCOLAIRE%202017-2018/POLITIQUES%20DE%20LA%20CSMB/POLITIQUE%20ALIMENTAIRE/Mesure%20alimentaire%202017-2018.pdf>

RÉFÉRENCES (SUITE)

- 11 Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement Supérieur (MEES). (2018). Règles budgétaires de fonctionnement pour les années scolaires 2018-2019 à 2020-2021. Consulté à l'adresse http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/education/RB-CS-18-21-fonc-amend-aout18.pdf
- 12 Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement Supérieur (MEES). (2018). Mesure 15016 : Soutien aux écoles primaires en milieu défavorisé, programme de petits déjeuners offerts aux élèves du préscolaire et du primaire. Consulté à l'adresse http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/PSG/ress_financieres/rb/RB_Mesure15016.pdf
- 13 Service de la diversité sociale et des sports, & Ville de Montréal. (2017). Politique de l'enfant. Plan d'action 2017. Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : De l'enfance à l'adolescence. Consulté à l'adresse http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/d_social_fr/media/documents/planaction_politiqueenfant_lr.pdf
- 14 Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal. (CGTSIM). Modalités de répartition en pourcentage pour 2019-2020 des allocations prévues aux règles de répartition du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal. (2019, mars). Consulté à l'adresse <https://www.cgtsim.qc.ca/en/documents-site-web/482-modalites-repartition-allocations-cs-19-20/file>
- 15 Barakatt, I. (2018, mars 19). Demande d'accès aux documents administratifs; Notre dossier : 16310/17-295. Consulté à l'adresse http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/daai/17-295_Diffusion.pdf
- 16 Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal (CGTSIM). (2018, février). Classification des écoles primaires et classification des écoles secondaires selon leur indice de défavorisation. Inscriptions au 3 novembre 2017 Février. Consulté à l'adresse <https://www.cgtsim.qc.ca/fr/documents-site-web/473-class-ecoles-prim-sec-2nov2018/file>
- 17 Bergeron, Pascale, & Paquette, Marie-Claude. (2014, octobre). Les mesures de repas scolaires subventionnés et leurs impacts sur l'alimentation et le poids corporel des jeunes EXPÉRIENCES ÉTRANGÈRES ET PERSPECTIVES POUR LE QUÉBEC. Consulté à l'adresse https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/1952_Repas_Scolaires_Subventionnes_Impact.pdf
- 18 Yamaguchi, M., Kondo, N., & Hashimoto, H. (2018). Universal school lunch programme closes a socioeconomic gap in fruit and vegetable intakes among school children in Japan. *European Journal of Public Health*, 28(4), 636-641. <https://doi.org/10.1093/eurpub/cky041>
- 19 Murayama, N., Ishida, H., Yamamoto, T., Hazano, S., Nakanishi, A., Arai, Y., ... Abe, A. (2017). Household income is associated with food and nutrient intake in Japanese schoolchildren, especially on days without school lunch. *Public Health Nutrition*, 20(16), 2946-2958. <https://doi.org/10.1017/S1368980017001100>
- 20 Longacre, M. R., Drake, K. M., Titus, L. J., Peterson, K. E., Beach, M. L., Langeloh, G., ... Dalton, M. A. (2014). School food reduces household income disparities in adolescents' frequency of fruit and vegetable intake. *Preventive Medicine*, 69, 202-207. <https://doi.org/10.1016/j.ypmed.2014.10.008>
- 21 Nord, M., & Romig, K. (2006). Hunger in the Summer. *Journal of Children and Poverty*, 12(2), 141-158. <https://doi.org/10.1080/10796120600879582>
- 22 Huang, J., & Barnidge, E. (2016). Low-income Children's participation in the National School Lunch Program and household food insufficiency. *Social Science & Medicine*, 150, 8-14. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2015.12.020>
- 23 Khan, S., Pinckney, R. G., Keeney, D., Frankowski, B., & Carney, J. K. (2011). Prevalence of Food Insecurity and Utilization of Food Assistance Program : An Exploratory Survey of a Vermont Middle School. *Journal of School Health*, 81(1), 15-20. <https://doi.org/10.1111/j.1746-1561.2010.00552.x>
- 24 Fletcher, J. M., & Frisvold, D. E. (2017). The Relationship between the School Breakfast Program and Food Insecurity. *Journal of Consumer Affairs*, 51(3), 481-500. <https://doi.org/10.1111/joca.12163>
- 25 S Bartfeld, J., & Ahn, H.-M. (2011). The School Breakfast Program Strengthens Household Food Security among Low-Income Households with Elementary School Children. *The Journal of nutrition*, 141, 470-475. <https://doi.org/10.3945/jn.110.130823>
- 26 Muthuswamy, E. (2012). Feeding our Future : First and Second Year Evaluation [Évaluation de programme]. Consulté à l'adresse Research & Information Services, Toronto District School Board (TDSB) website: <https://www.tdsb.on.ca/Portals/0/Elementary/docs/SupportingYou/EvaluationFOFProgram19Mar12.pdf>
- 27 Goss Gilroy Inc. (2013). Kids Eat Smart Foundation Newfoundland and Labrador Program Evaluation [Évaluation de programme]. Consulté à l'adresse <http://old2018.kidseatSMART.ca/wp-content/uploads/2014/10/KESF-NL-Program-Evaluation.pdf>
- 28 Crawford, C., Edwards, A., Farquharson, C., Greaves, E., Trevelyan, G., Wallace, E., & White, C. (2016). Magic Breakfast Evaluation report and executive summary [Évaluation de programme]. Consulté à l'adresse The Education Endowment Foundation website: <https://files.eric.ed.gov/fulltext/ED581150.pdf>
- 29 Bhatia, R., Jones, P., & Reicker, Z. (2011). Competitive Foods, Discrimination, and Participation in the National School Lunch Program. *American journal of public health*, 101, 1380-1386. <https://doi.org/10.2105/AJPH.2011.300134>
- 30 Leos-Urbel, J., Schwartz, A. E., Weinstein, M., & Corcoran, S. (2013). Not just for poor kids : The impact of universal free school breakfast on meal participation and student outcomes. *Economics of Education Review*, 36, 88-107. <https://doi.org/10.1016/j.econedurev.2013.06.007>
- 31 Mirtcheva, D., & M Powell, L. (2009). Participation in the National School Lunch Program : Importance of School-Level and Neighborhood Contextual Factors. *The Journal of school health*, 79, 485-494. <https://doi.org/10.1111/j.1746-1561.2009.00438.x>
- 32 Chambers, S., Dundas, R., & Torsney, B. (2016). School and local authority characteristics associated with take-up of free school meals in Scottish secondary schools, 2014. *Contemporary Social Science*, 11(1), 52-63. <https://doi.org/10.1080/21582041.2016.1223871>